

Cependant la plupart des auteurs keynésiens en particulier M. KALDOR, L. PASINETTI et J. ROBINSON affirmant tout comme Kalecki la détermination des profits par l'investissement, vont s'attacher à préciser la liaison du taux de croissance et du taux de profit qui tous deux résultent de l'accumulation, et déduire des conditions de la croissance équilibrée les ou la valeur possible du taux de profit. Il ne s'agit donc pas d'une analyse de la décision d'investissement à proprement parler mais d'une extension des conditions de l'équilibre à la répartition des revenus.

Retenant les conclusions du "Model of Economic Growth" (art. cit.) quant à la répartition des revenus et la fonction de progrès technique, KALDOR et MIRRLEES (art. cit) construisent un nouveau modèle plus complexe, démontrant qu'en situation de croissance équilibrée (1) le taux de croissance du produit par tête est égal au taux de croissance de la productivité lui-même égal au taux de croissance de l'investissement par travailleur et à celui du salaire ; la part de l'investissement dans le produit, celle des profits dans le revenu restent constantes. Il n'y a alors qu'un seul taux de profit possible.

Nous n'allons pas exposer ici la totalité de ce modèle (10 inconnues, 8 paramètres) mais seulement montrer comment la fourchette des taux de croissance se réduit à une valeur unique, lorsque l'on spécifie l'équilibre mieux que ne le fait Harrod.

a) La liaison entre M et g s'exprime de la manière suivante :
si π est le taux de profit ($\frac{M}{K}$) nous avons :

$$\frac{M}{R} = \frac{K}{R} \cdot \frac{M}{K} = C \cdot \pi \quad (4)$$

Si nous nous souvenons par ailleurs de la nécessaire égalité $I = E$ à l'équilibre, nous avons :

$$\frac{I}{R} = \frac{E}{R} = ? \quad (5)$$

et en utilisant l'équation fondamentale de Harrod $gc =$ ceci nous donne

$$\frac{I}{R} = g \cdot c \quad (6)$$

Nous pouvons alors écrire en transposant (5) et (6) dans l'équation (3) du paragraphe précédent

$$C \cdot \pi = g \cdot c \cdot \frac{1}{\eta_m - \eta_w} - \frac{\eta_w}{\eta_m - \eta_w} \quad (7)$$

Ayant ainsi formalisé la relation entre π et g où π est la variable déterminée nous pouvons nous demander si la problème a une solution c'est-à-dire si π est supérieur au minimum requis par les entrepreneurs sans pour autant être irréaliste ; en effet π ne saurait excéder $\frac{M}{R}$, valeur que prend π quand $\frac{M}{R} = 1$.

Nous pouvons réécrire (7) :

$$\pi = g \cdot \frac{1}{(\eta_m - \eta_w)} - \frac{\eta_w}{c(\eta_m - \eta_w)} \quad (7 \text{ bis})$$

Il faut alors que

$$\text{minimum requis} < g \cdot \frac{1}{(\eta_m - \eta_w)} - \frac{\eta_w}{c(\eta_m - \eta_w)} < \frac{1}{c}$$

Nous avons constaté que η varie dans le même sens que les profits. C'est-à-dire que nous savons que plus g est élevé, pour un c constant, plus $\frac{M}{R}$ doit être élevé et donc π puisque $\frac{M}{R} = \pi \cdot c$ (problème du déplacement de P le long de la bissectrice des axes). Il serait logique de poser le problème à partir des variations de g puisque g est la variable déterminante. Mais, si nous savons que $g > 0$, nous avons des difficultés à déterminer sa limite supérieure puisque la limite de $\frac{\Delta P}{P}$ est liée au taux de croissance démographique et au taux de progrès technique, deux variables exogènes par rapport au modèle. Par contre, nous connaissons l'intervalle des variations de π : de 0 (quand $\frac{M}{R} = 0$) à $\frac{1}{c}$ comme nous l'avons déjà vu. Nous allons donc inverser le raisonnement en nous demandant quels sont les g qui déterminent des π compris entre le minimum requis par les entrepreneurs (ξ) et $\frac{1}{c}$. Tout g qui serait extérieur à l'ensemble ainsi défini, ne saurait être retenu. Si tous les g possibles peuvent être retenus, notre modèle fonctionne sans limite extérieure.

Repartons donc de :

$$\xi \leq g \cdot \frac{1}{\eta_m - \eta_w} - \frac{\eta_w}{c(\eta_m - \eta_w)} < \frac{1}{c}$$

quand $\pi = 0$ ou $\pi = \xi$ nous avons :

$$g = \text{ou } \frac{1}{c} \xi (\eta_m - \eta_w) + \frac{\eta_w}{c}$$

Mais alors

$$\eta_m \neq 0 \text{ et le produit } \xi \eta_m \neq 0 \text{ d'où}$$

$$g \neq \eta_w \left(\frac{1}{c} - \xi \right)$$

Quand $\pi = \frac{1}{c}$, nous avons :

$$g \neq \frac{\eta_m}{c} \quad (\text{à ce moment là en effet } \eta_w \neq 0)$$

Dès lors, puisque g et π varient dans le même sens, l'intervalle des variations de g qui donne un taux de profit acceptable et réaliste est :

$$\eta_w \left(\frac{1}{c} - \xi \right) \leq g \leq \frac{\eta_m}{c}$$

Cet intervalle est raisonnable :

- d'une part, parce que $\eta_w < \eta_m$ (cf. supra) ;
- d'autre part, parce que η_w et η_m sont les valeurs extrêmes que peut prendre π quand $\frac{M}{R}$ (et donc π) varie dans la totalité de son intervalle (équation 3).

Ceci revient à dire en reprenant le langage de Harrod que plusieurs g_w sont compatibles avec l'équilibre, mais nous savons que pour Kaldor $g_w = g_n$ puisque le plein emploi est toujours assuré.

b) KALDOR et MIRRLEES sont allés encore plus loin dans la simplification du modèle. Ils ont supposé que "l'épargne finançant l'investissement brut vient des profits et qu'une proportion constante des profits bruts est épargnée" (1), ce qui est l'expression courante de l'hypothèse connue sous le nom de "fonction classique d'épargne".

Nous avons donc simplement $\eta_w = 0$. D'où

$$E = \eta_m M$$

$$\eta = \eta_m \frac{M}{R}$$

En utilisant l'équation (3) précédente, nous obtenons

$$\frac{M}{R} = \frac{I}{R} \cdot \frac{1}{\eta_m} \quad \text{et} \quad \frac{M}{K} = \frac{I}{K} \cdot \frac{1}{\eta_m} \quad (2)$$

et

$$\frac{W}{R} = 1 - \frac{I}{R \cdot \eta_m}$$

Dans l'analyse de Kaldor les salaires sont déterminés de façon résiduelle.

L'équation (7 bis) devient

$$\frac{W}{R} = g \cdot \frac{1}{\eta_m}$$

Le taux de profit en situation de croissance équilibrée est donc parfaitement réaliste, le modèle a une solution.

Une simplification est encore possible : celle qui consiste à supposer que tous les profits sont épargnés; c'est-à-dire $\eta_m = 1$. Nous avons alors $\frac{W}{R} = g$.

(1) Op. cit., p. 178.

(2) L. PASINETTI (art cit.) accuse Kaldor de commettre une erreur en ne prenant pas en compte les profits (ou les intérêts) que les travailleurs perçoivent lorsqu'ils épargnent. Il montre que la simplification de Kaldor est d'autant plus abusive que le résultat est le même si l'on prend en considération la rémunération de ces épargnes c'est-à-dire que pour lui on aura toujours $\frac{M}{K} = \frac{I}{K} \cdot \frac{1}{\eta_m}$.

En effet, si le taux d'intérêt est égal au taux de profit $\frac{M}{K} = \frac{M_m}{K_m} = \frac{M_w}{K_w}$ où M_m , K_m sont les profits et le capital des capitalistes, M_w et K_w ceux des salariés, et que l'on écrive la condition d'équilibre de la façon suivante : $\frac{K_w}{E_w} = \frac{K_m}{E_m} = \frac{K}{E}$ on peut

écrire $\frac{M_m}{K_m} : \frac{E_m}{K_m} = \frac{M_w}{K_w} : \frac{E_w}{K_w} \Rightarrow \frac{M_m}{K_m} = \frac{M_w}{E_w} = \eta_m$

et $\eta_m = \frac{M_m + M_w}{E_m + E_w} = \frac{M}{I} \cdot D'où \frac{M}{K} = \eta_p \frac{I}{K}$

(Pasinetti utilise un long détour algébrique inutile puisque comme on peut le constater, le résultat est contenu dans son hypothèse d'équilibre dont la formalisation est discutable).

Ceci signifie qu'à l'équilibre, lorsque tous les profits sont épargnés, le taux de profit doit être égal au taux de croissance (1). Ce taux de croissance est le taux naturel de Harrod puisque Kaldor suppose que le plein-emploi est toujours maintenu.

Tzyn =

3. Quelques conclusions sur l'analyse keynésienne de la répartition.

Si les analyses qui précèdent constituent bien un approfondissement des premiers modèles post-keynésiens par leur prise en compte des phénomènes de répartition, il n'en reste pas moins vrai qu'elles présentent un caractère très schématique, principalement parce que la fonction de progrès technique est indépendante, et que cela conduit à un schéma de répartition des revenus entièrement déterminé par celui de croissance.

J. ROBINSON a proposé des éléments de synthèse de l'analyse keynésienne sans qu'il s'agisse toutefois d'un modèle véritablement formalisé (1). Nous utiliserons son apport pour souligner les points où l'imprécision reste la plus grande.

a) Les salaires

Kaldor considère les salaires comme résiduels et n'accorde aucune autonomie à leur évolution : le taux d'accumulation détermine le taux de profit et donc la part des profits, les travailleurs reçoivent en rémunération la part restante du revenu national. J. Robinson au contraire, s'attache à examiner les conséquences d'une modification des salaires réels entraînée par des modifications des salaires nominaux dont elle affirme l'autonomie, sur les caractères de l'équilibre; elle distingue ainsi plusieurs formes de l'âge d'or. Ceci tient principalement à la plus grande cohérence de son analyse de la liaison prix-salaires-profit (2).

b) La fonction de progrès technique (3).

A l'indépendance de cette fonction dans le modèle de Kaldor, J. Robinson oppose une analyse très détaillée et souvent complexe du progrès technique, reliant le choix des techniques au niveau des salaires, et aux conditions d'épargne. Elle critique très directement la conception de Kaldor s'étonnant que celui-ci n'ait pas pris en compte l'effet que peut avoir sur l'introduction du progrès technique, "la force de la nécessité d'accumuler" (4).

(1) Nous retrouvons dans l'analyse de J. ROBINSON l'influence déjà notée de KALECKI et de MARX : elle distingue en particulier dans l'économie deux secteurs biens de production-biens de consommation.

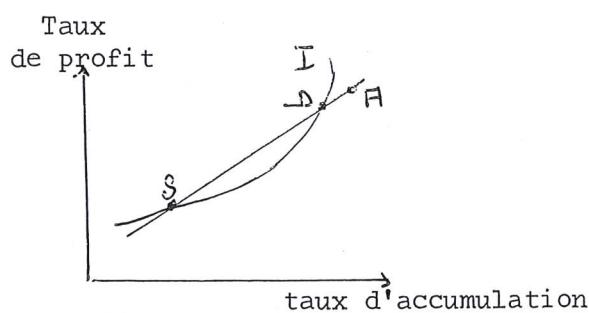
(2) Cf. l'analyse de SRAFFA (polycopié p. 134) à laquelle Mré ROBINSON se rallie totalement.

(3) Le progrès technique faisant l'objet du chapitre suivant, nous nous contentons de mentionner ce problème.

(4) Essays in the theory of economic growth, op. cit., pp. 117-119.

c) La liaison taux de profit-taux de croissance.

J. Robinson affirme aussi que le taux de profit est déterminé par le taux de croissance, étant donnée la propension à épargner de chaque type de revenu, mais elle approfondit la liaison en introduisant le "taux requis d'accumulation". Alors que dans le modèle de Kaldor ce seul intervenait puisque l'on se situait d'emblée au plein emploi, J. Robinson réintroduit le modèle de Harrod. Elle analyse ainsi la relation entre le taux de profit qui résulte du taux d'accumulation et le taux d'accumulation que le taux de profit induira. On peut en donner la représentation suivante :



La courbe A représente le taux de profit attendu comme une fonction du taux d'accumulation dont il résulte. La courbe I est celle du taux d'accumulation en fonction du taux de profit qui le provoque.

A droite de D le taux d'accumulation est plus élevé que ce qui serait justifié par le taux de profit, les investissements dans la période suivante vont être réduits. Entre S et D au contraire, le taux d'accumulation est inférieur à ce que justifierait le taux de profit qu'il permet d'obtenir, les entreprises vont accroître leurs investissements. Le point D représente un taux d'accumulation qui permet exactement le profit attendu et nécessaire pour le maintenir.

Nous avons donc ici une liaison bi-univoque entre le taux de profit et le taux de croissance, ce qui apparaît bien comme plus réaliste, et qui explique qu'il soit alors possible de ne pas faire des salaires une variable totalement déterminée.

La structure du modèle de J. Robinson permettrait encore d'aller plus loin dans cette liaison qu'elle ne le fait elle-même. Nous pouvons en effet reprendre dans ce modèle à deux secteurs l'analyse de la liaison nécessaire entre la propension à l'épargne et l'allocation de l'investissement que nous avons faite à propos de Domar et par référence au modèle de Feld'man. Nous serions alors près de rejoindre le modèle de Marx. Nous y avons appris que, compte tenu de la structure de l'appareil de production entre la section I et la section II, un certain taux d'épargne des capitalistes de la section I sur leur plus-value était nécessaire pour assurer les proportions harmonieuses indispensables à la croissance régulière et à la pleine réalisation des productions des deux sections. Mais nous ne le rejoignons pas au même niveau. Nous ne retrouvons pas en particulier de moyen de "clore le système" c'est-à-dire de réponse à la question : "qu'est-ce qui détermine le taux de profit ?" puisque les keynésiens le déterminent par le taux d'accumulation dont on ne peut voir la cause ailleurs que dans le taux de profit. Il n'y a pas chez eux ce lien entre les structures de la répartition et celle de la production constitué chez Marx par le taux d'exploitation.

Nous allons retrouver cette insuffisante analyse des structures du capitalisme dans l'approche qu'ils nous donnent du fonctionnement du système.

B. Le commerce extérieur et l'extension des débouchés

Bien avant d'écrire sa théorie de la dynamique économique, Harrod avait -dès avant la seconde guerre mondiale- publié un important manuel d'économie internationale (1). Compte tenu de la conjoncture de la décennie des années 30, de l'effondrement du réseau des échanges internationaux et de ses conséquences très spécifiques sur l'économie britannique, il était dans la logique même de l'analyse keynésienne de s'intéroger sur ces relations internationales après s'être interrogé sur le cycle (2). La différence de conjoncture entre l'avant et après guerre d'une part, le passage d'une analyse du moyen terme à une analyse du long terme d'autre part, expliquent que les angles d'approche de HARROD ne soient pas les mêmes : il s'intéresse plus au volume des exportations pour le moyen terme et plus à la "balance" pour le long terme. Mais, à tout moment, le commerce extérieur apparaît comme un débouché additionnel dont la croissance va réagir sur le taux de croissance de l'économie nationale. Nous rejoignons ici la liaison fondamentale du modèle : la décision d'investissement des entrepreneurs assurera un taux de croissance susceptible de se maintenir dans la longue période si, et seulement si, elle est telle qu'elle assure l'égalité de l'épargne et de l'investissement. Par là, HARROD peut généraliser son modèle (3) en prenant en considération aussi bien la situation des pays qui ont une tendance à l'excès de l'épargne sur l'investissement que celle des pays dont, selon lui, la croissance est retardée par insuffisance de l'épargne compte tenu des possibilités d'investissement ouvertes par les autres facteurs de croissance (ceux qui rentrent dans le taux de croissance naturel). La première situation est celle des pays hautement industrialisés (4) et la seconde, grossièrement, celle des pays sous-développés. Nous devons dire un mot de l'une et de l'autre, non pas pour traiter des problèmes de croissance en économie ouverte, a fortiori pas pour entrer dans le domaine des relations internationales, mais pour approfondir la liaison débouché-investissement-croissance à laquelle est consacré ce chapitre.

(1) International economics, Cambridge, U.P. 2^e éd. révisée en 1939.

(2) Cf. son Trade cycle, Oxford, Clarendon Press.

(3) Nous ne visons pas ici les trois pages (113-115) de Towards a..., op. cit., où il se demande si l'on ne peut transposer à la planète l'analyse dynamique qu'il a élaborée au niveau d'une nation. Elles nous paraissent aussi irréalistes que toutes les analyses qui assimilent le monde à une grande nation ou la nation à une grande firme.

Nous pensons plus précisément à son rapport "appréciation des mouvements internationaux de capitaux en liaison avec la croissance des pays emprunteurs et prêteurs", présenté à la Conférence organisée par l'Association Economique Internationale à Brissago (1-9 septembre 1961) et publié en langue française dans les Cahiers de l'ISEA, série P, n° 11, nov. 1965, pp. 203-240 avec la discussion qui l'a suivi, pp. 241-260.

Ce rapport ne peut plus être lu indépendamment de la critique qui en est implicitement amorcée dans le rapport de M. BYE à la même conférence ("changements structurels internes exigés par la croissance et l'équilibre dans les échanges internationaux", eod. loc., pp. 261-299 avec la discussion pp. 301-317) et de celle qui en est menée par Ch. PALLEIX dans son ouvrage Problèmes de la croissance en économie ouverte, Maspéro, Paris, 1969, pp. 178 et ss.

(4) Il est intéressant de noter qu'en 1948, HARROD désignait par là les U.S.A. assez facilement par opposition à l'Europe et qu'en 1961 il s'agit de l'ensemble des pays développés par rapport aux pays sous-développés.

1. L'excès d'épargne des industrialisés et la balance extérieure

"Si l'épargne est excessive, cela peut retarder le taux de croissance, conformément à une version dynamisée du théorème de Keynes selon lequel un excès d'épargne est source de sous-emploi" (Brissago, p. 205). Il en résulte qu'un pur transfert de cette épargne excessive ne coûterait rien aux pays développés. Mais ils peuvent en profiter pour relever leur taux de croissance, réduire voire supprimer leur sous-emploi par une politique intelligente de leurs relations internationales.

En effet, si nous passons de l'économie fermée à l'économie ouverte, notre système d'équations se transforme. Soient

X_t : les exportations au temps t

m : la propension à importer supposée constante (mR_t = les importations)

b : le solde positif d'exportation exprimé en pourcentage du Revenu-produit

$$\frac{X_t - mR_t}{R_t}$$

nous pouvons écrire notre équation (1) de la manière suivante :

$$E_t + X_t = (\gamma + m) R_t \quad (1 \text{ bis})$$

ou $E_t = (\gamma + m - \frac{X_t}{R_t}) R_t$

ou encore : $E_t = (\gamma - b_t) R_t \quad (1 \text{ ter})$

Dès lors, en réintroduisant cette équation (1 ter) à la place de (1) dans le modèle de Harrod nous avons l'équation (3) qui devient :

$$(\gamma - b_t) R_t = c (R_{t+1} - R_t) \quad (3 \text{ bis})$$

ce qui nous donne finalement

$$g = \frac{\gamma - b_t}{c} \quad \text{ou} \quad g_c = \gamma - b_t$$

ou $g_w c_r = \gamma - b_t$

Ce résultat mérite quelques commentaires rapides :

1. Harrod ne raisonne pas systématiquement sur une balance (b). Il préfère intégrer la part du revenu dépensée en importations avec la part du revenu épargnée pour calculer le multiplicateur : dès lors celui-ci n'est plus relié qu'à la partie du produit dépensée en produits domestiques (les importations constituent une fuite au même titre que l'épargne (1)). De même, il traite le volume prévu des exportations de la même manière que la

(1) Il est très important de ne pas oublier cet aspect du problème quand on voit trop souvent des "experts" internationaux soucieux de présenter des "calculs" économiques utiliser un raisonnement en termes de multiplicateur dans les pays sous-développés. Il faudrait d'abord qu'ils n'oublient pas que HARROD lui-même tient compte des fuites que représentent les importations. Or, l'expérience prouve qu'une partie importante de l'accroissement de Revenu (des nationaux sans aucun doute et a fortiori des étrangers) se tourne vers une demande de produits importés (en outre nous avons déjà vu que la désarticulation propre des pays sous-développés, à laquelle il faut ajouter la rigidité de l'offre, enlève toute efficacité interne à la demande additionnelle, même à celle qui s'orienterait vers des produits domestiques).

demande effective, ce qui lui permet de reconnaître aux anticipations d'exportations un effet stimulant sur l'emploi.

2. Dès lors, les anticipations d'exportations ne pouvant avoir la même signification que celles concernant le marché intérieur, il est conduit à une sectorialisation de son modèle et il va distinguer :

- la demande d'exportations (avec un taux de croissance xg et un volume X) (1)
- la demande intérieure (domestique) (avec un taux de croissance dg et un volume D);

Et il écrira

$$\frac{xgX + dgD}{X + D} \cdot c = g c = \eta$$

et $\frac{xgX + dg_w D}{X + D} \cdot c_r = g_w c_r = \eta$

3. Ceci va lui permettre d'analyser le rôle des exportations (2) aussi bien dans le long terme (analyse de croissance) que dans le moyen terme (analyse du cycle) par une série d'approximations successives qui utilisent les différents types d'équilibres sur lesquels nous sommes maintenant habitués à raisonner.

(1) Harrod ne distingue pas selon que l'anticipation d'exportation est "satisfait" ou non. On peut expliquer ceci par la rapidité avec laquelle il traite de ces questions. S'il fallait justifier cette position, on pourrait peut-être dire que l'exportation se réalise dans des conditions qui, même si elles ne constituent pas toujours des "contrats fermes" (ce qui est le plus souvent le cas), garantissent en tous cas à la firme exportatrice la "réalisation" du produit qu'elle décide d'exporter. Le producteur ne se situe pas sur le marché mondial comme sur le marché national. C'est peut-être aussi pourquoi on ne peut ici parler d'élasticité d'attente égale à 1.

(2) Il précise que la demande étrangère est déterminée par trois facteurs :

- l'écart entre le taux de croissance de l'économie étrangère et celui de l'économie nationale (un écart positif améliore la balance) ;
- "la loi des coûts comparatifs" ("si le taux de croissance de l'output par tête dans les branches dans lesquelles le pays a déjà un avantage comparatif excède le taux de croissance de son revenu national, alors on aura une tendance à avoir

$$xg > g$$

ce qui entraîne l'accroissement de b " (p. 109)).

- Le rapport entre le taux de croissance du salaire et le taux de croissance de l'output par tête (de la productivité). Si ce rapport est inférieur à 1 alors la balance s'améliorera, la limite apparaissant lorsque g_w devient inférieur à g_n .

Ce dernier élément mériterait d'être largement discuté. Il montre bien que l'on ne peut raisonner très longtemps sans prendre en considération la liaison entre la répartition des revenus et le niveau des prix. Mais Harrod écrit ceci en 1948 d'une part et pour le comprendre, nous devons nous souvenir que ses évaluations reposent sur des unités de pouvoir d'achat en termes de biens. SRAFFA a montré depuis que le rapport de la répartition des revenus à la détermination des prix était plus complexe.

Il est clair que dans toute cette analyse la vision qu'HARROD fait des rapports sociaux à l'intérieur de la nation est transposée à l'échelle du monde. Il n'y a pas de conflits d'intérêts. Il n'y a ni dominants ni dominés. Les relations commerciales internationales reposent sur des rapports de prix dans le cadre d'une concurrence pure et parfaite. Il n'y a même pas le risque d'une incompatibilité des projets d'exportation des nations avancées (on peut ici appliquer à Harrod ce que F. PERROUX dit de J.M. Keynes in Indépendance de la nation, Aubier, Montaigne, Paris, 1969, p. 21).

a) En termes qui continuent à rester globaux, nous constatons d'abord que si nous avons une tendance à avoir $g_w > g_n$ ce qui conduit nous le savons à une dépression chronique, l'existence d'une balance positive tend à rapprocher g_w de g_n et par conséquent peut contribuer à maintenir l'économie sur le sentier de la croissance équilibrée.

b) Si nous réfléchissons maintenant sur la sectorialisation proposée, nous établissons les déductions suivantes :

$$x^g > d^g \implies x^g > g$$

$$x^g > dg_w \implies x^g > g_w \text{ et } g_w > g$$

Dès lors, si m est constant, b est croissant, g_w a tendance à se réduire et (si au départ nous avions $g_w > g_n$) à se rapprocher de g_n . Ceci donne par conséquent une fonction rééquilibrante (au niveau du plein emploi, donc en termes de croissance équilibrée) aux exportations. Celles-ci n'engendreront de tensions inflationnistes que si lorsque $g_w = g_n$ nous avons encore $x^g > dg_w$.

c) Le même type d'analyse peut s'appliquer à l'analyse de moyenne période (cycle) à condition de considérer alors le volume des exportations et non le niveau de la balance. En effet, si nous sommes en situation de dépression (avec $g < g_w$ de manière cumulative), tout accroissement des exportations, quelle que soit la situation de la balance exerce un effet de reprise.

d) Enfin, nous pouvons utiliser aussi la définition de l'équilibre en termes d'Investissement et d'Epargne ($I = \gamma R$) à condition de revenir à la balance et de considérer bR comme l'investissement extérieur. Nous avons vu quel souci Harrod avait de l'excès d'épargne dans les pays industriellement avancés : l'investissement à l'extérieur constitue un moyen du retour à l'équilibre, cette fois-ci défini comme

$$I = (\gamma - b) R$$

4. Harrod fait immédiatement application de ces précisions à la situation des Etats-Unis d'Amérique du Nord et à celui de la Grande Bretagne. Le développement des exportations américaines est sûrement favorable à l'économie nord-américaine et l'Angleterre doit mettre en oeuvre une politique qui lui permette de devenir largement exportatrice. Dans cette perspective, un transfert international de capitaux (à condition qu'il soit accompagné d'un transfert de techniques) pourrait être une voie de solution car si le taux de croissance du reste du monde reste ce qu'il est, l'accroissement des exportations des pays riches se révèlera impossible (1). Qu'adviendrait-il en effet, si le taux de croissance anticipé à l'échelle mondiale avait tendance à rester supérieur au taux de croissance naturel ?

(1) Il évoque très rapidement quelques-uns des problèmes qui ne pourront pas ne pas de poser :

- les questions liées à l'explosion démographique (il semble s'orienter facilement -c'est-à-dire sans analyse approfondie- en faveur d'une politique stricte de contrôle des naissances) ;
- les risques de l'endettement international des pays sous-développés (en 1948, il est encore fondé à espérer que la BIRD -si elle pratique, dit-il, une politique vraiment internationale- puisse aider à résoudre ce problème) ;
- les risques d'un non-remboursement des créanciers : ceci dépend du succès de la politique menée internationalement et de la possibilité pour les U.S.A. de résoudre leurs propres problèmes.

S'il n'a pas poursuivi ces spéculations dans Towards a ..., il les reprend et les développe dans son rapport à Brissago d'autant plus qu'entre 1948 et 1961 ces problèmes sont devenus de plus en plus brûlants en même temps que les pays capitalistes avancés avaient déjà acquis une large expérience de ce que pouvait représenter pour eux les réseaux de transferts de capitaux et le renforcement de la domination sur les marchés mondiaux.

2. Les transferts internationaux de capitaux et le développement des sous-développés

Dans la mesure où la tendance à disposer d'une quantité d'épargne supérieure à ce qui peut être accumulé pour assurer un entraîne un risque de récession, comme nous l'avons vu et conformément au théorème keynésien, l'exportation de capitaux représente un moyen du maintien de l'équilibre et donc de la marche sur le sentier de croissance équilibrée dans les pays hautement industrialisés. Harrod aurait pu alors s'interroger sur les chances de voir se développer un tel transfert de capitaux à échelle privée et raisonner en termes de taux de profit différenciés selon les diverses régions du monde. Ce n'est pas conforme à sa méthode. Il envisage une politique active de la part des Etats (ou des organismes internationaux du type B.I.R.D.) et un transfert essentiellement de capitaux publics (il précisera en réponse à une question de TSURU au cours de la discussion, eod. loc. p. 260 qu'il raisonne sur une économie "mixte"). L'avantage pour les pays développés est d'élever leur taux de croissance d'autant plus que certaines capacités naturelles sont inemployées (comme aux U.S.A.) dans la mesure où ces transferts se traduiront en demande additionnelle à leurs industries de biens d'équipement (eod. loc. réponse au prof^r OHLIN, p. 254). L'avantage pour les pays sous-développés tient à ce que leur épargne est le plus souvent insuffisante peut-être pour permettre l'investissement qui exploiterait l'ensemble des ressources disponibles mais surtout pour assurer "l'accroissement de production lié à des facteurs autres que les disponibilités en capital" ("possibilité d'augmenter le nombre des cadres, des inventeurs, des dessinateurs, des contremaîtres, des comptables et hoc genus omne").

Ce rapport de HARROD soulève trois groupes de problèmes : d'une part, l'existence d'une certaine harmonie des intérêts entre pays où règne un excédent d'épargne et ceux qui subissent son insuffisance, les transferts de capitaux n'ayant pas véritablement pour objet de "transmettre la croissance" mais plutôt d'élever le taux de croissance aussi bien des premiers que des seconds ; d'autre part une stratégie de ces transferts de capitaux en même temps que de l'investissement dans les pays sous-développés (1) afin de les amener dans les plus brefs délais à "une croissance soutenue sans risque d'insolvabilité" (p. 207) ; enfin une distinction entre l'investissement requis en fonction des facteurs de croissance disponibles dans le pays et l'investissement qui permet l'accroissement de l'efficacité de ces facteurs.

(1) Cette stratégie comprend une série d'éléments qui ne peuvent être discutés en dehors d'une analyse exhaustive des stratégies de développement qui ne constituent pas l'objet de ce chapitre :

- une allocation sectorielle de l'investissement ;
- un rythme optimum de l'investissement ;
- une contrainte limitant supérieurement le recours au capital extérieur dans l'investissement total afin de ne pas entraîner une domination trop forte de l'extérieur sur l'appareil productif national ;
- une certaine prudence destinée à ne pas faire peser sur l'économie nationale une dette extérieure qui pourrait vite devenir insupportable.

Les deux premiers aspects nous feraient sortir de l'objet même de ce chapitre ; nous pouvons renvoyer à leur sujet à la discussion qu'en mène Ch. PALLOIX (1) : l'insuffisance de l'analyse est évidemment liée à l'ambiguité d'une distinction de secteurs exclusivement liée à l'équilibre de la balance, ce qui constitue déjà une exception importante à la structure globaliste du modèle de Harrod. Nous ne nous y arrêterons pas, devant revenir par la suite sur ce problème.

Nous aurons au contraire à montrer dans la discussion que nous allons tenir concernant le concept de l'investissement chez Harrod (infra § 2) tout ce qu'un commentaire simple aurait pu tirer de la troisième distinction. Elle nous apparaîtra comme contenant en elle les germes d'un dépassement extrêmement fécond de l'analyse menée à l'aide d'un concept d'investissement insuffisamment élaboré.

3. Les développements des analyses "à la Harrod" dans le cadre d'une économie ouverte (2)

Nous pouvons encore souscrire à l'affirmation de J. BHAGWATI : "en contraste avec la richesse et la valeur synthétique de la théorie pure en statique comparative, les propositions dynamiques en matière de commerce international sont relativement rares et ne portent trace d'aucun dessein uniforme" (3).

a) H.G. JOHNSON a donné en 1953 (4) un modèle directement tiré de celui de Harrod, mais qui, en même temps, le déforme. En effet, au lieu de s'intéresser à la stabilité de l'équilibre et donc au rôle que peuvent jouer les exportations, la "balance" ou l'investissement extérieur dans l'équilibre, il se demande seulement quels peuvent être les rapports entre le taux de croissance des exportations et celui de l'ensemble de l'économie ; il ne distingue donc jamais les différents niveaux d'équilibre que nous avions rencontrés chez Harrod ($g_w - g_n$) pas plus que les variables ex ante et les variables ex post qu'il considère comme équivalentes.

Mais, à condition de bien comprendre que ce recul par rapport à ce que nous avons trouvé dans Towards a dynamic economics doit être corrigé pour l'ensemble de l'analyse, H.G. Johnson n'en fait pas moins avancer la théorie dans la mesure où il ne

(1) Problèmes de croissance en économie ouverte, op. cit.

(2) Nous utiliserons beaucoup dans cet alinéa le texte du cours de M. BYE à la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Paris en 1965-66 sur "la croissance en économie ouverte", en particulier le ch. III sur les modèles globaux.

(3) "The pure theory of international trade" in The economic journal, mars 1964. p. 48.

(4) "Equilibrium growth in an international economy" in the canadian journal of economics an political science, XIX, n° 4, nov. 1953, pp. 478-500, reproduit comme le ch. V de l'ouvrage collectif International Trade and Economic Growth, Allen en Unwin, Londres, 1958.

se contente pas d'étudier ce qui se passe dans l'économie nationale ouverte à un reste du monde dont l'analyse jamais le comportement. Il étend son modèle au cas de deux économies qui entrent en relations l'une avec l'autre (1), d'abord en acceptant d'équilibrer leurs échanges par des mouvements de capitaux compensatoires (taux de change fixe), puis en acceptant de les équilibrer par des variations dans les taux de change (immobilité des capitaux) (2).

Il ouvre ainsi une voie de recherche qui pourrait être féconde : à quelles conditions les relations internationales (commerce, transferts de capitaux, flexibilité des taux de change) permettent-elles de rapprocher les deux économies du sentier de la croissance équilibrée ? Nous n'avons pas à aborder ce problème ici mais il faut bien comprendre que seule cette discussion permet d'approfondir la fameuse théorie de la croissance transmise. Par le fait même, les travaux de l'école "post-keynésienne" pourraient échapper à cette hypothèse qui les éloignait gravement des conditions concrètes du fonctionnement des économies nationales : bien entendu si la "lame de couteau" était étroite en "économie fermée", elle l'est encore plus si l'on tient compte de l'environnement international.

b) Ce n'est cependant pas dans cette voie que semblent s'être orientées les recherches mais dans le sens même suggéré dans la première partie de l'article de Johnson : en quoi la promotion des exportations constitue-t-elle un moyen d'élévation du taux de croissance ? Des auteurs comme Beckerman (3) et Lamfalussy (4) concluent au rôle privilégié que les exportations joueraient dans la croissance.

Sans pouvoir entrer ici ni dans la présentation de ces modèles, ni a fortiori dans leur discussion nous devons faire quelques très schématiques observations :

- ces modèles reposent sur une fonction de productivité (c'est le retard des salaires sur la productivité qui explique l'accroissement des exportations) : ils exigent donc en fait de passer de modèles globaux à des modèles sectoriels ;

- ils ne prennent jamais en considération les structures et ils ne tiennent donc jamais compte des niveaux de développement. Ces modèles ne peuvent donc constituer qu'une théorie de la pratique des économies capitalistes avancées et il est clair que le recours des pays sous-développés à un tel "dynamisme du commerce extérieur" serait le meilleur moyen de maintenir leur état de sous-développement, on ne peut donc reconnaître à de tels modèles les caractères d'une véritable théorie générale ;

- ils supposent que les relations internationales peuvent s'interpréter en termes de concurrence quasi parfaite (c'est la baisse des prix qui accroît la demande extérieure de produits domestiques) or, il y a au moins un domaine où cette hypothèse ne saurait tenir, celui des relations internationales puisque nul ne saurait contester que les Etats y interviennent.

(1) HARROD avait très rapidement évoqué ces questions lorsqu'il se demandait si la croissance des exportations des pays avancés était possible dans n'importe quelles conditions de la part des pays moins avancés.

(2) On voit bien alors que les prix ne peuvent pas continuer à être considérés comme stables : l'ouverture de l'économie ne peut se construire dans le cadre des simplifications de l'économie fermée.

(3) W. BECKERMAN, "prospectives Europe's growth" in the Economic Journal, déc. 1962.

(4) A. LAMFALUSSY, "contribution à une théorie de la croissance en économie ouverte", in Recherches économiques de Louvain, XXIX, 1963, n° 3.

4. On comprend facilement pourquoi tous ces auteurs prennent ce point de vue, si l'on tient compte de trois groupes d'éléments.

a) Il est certain que les conditions du développement du mode de production capitaliste ont toujours fait une large part au commerce extérieur. Ceci était vrai au XIX^e siècle, dans les conditions que nous avons déjà examinées, et ceci reste vrai aujourd'hui pour les raisons soulignées par Harrod en termes d'équilibre lorsque les économies avancées subissent les conséquences dépressives de l'excès d'épargne. Et c'est Harrod qui a raison de tenir compte aussi de l'exportation de capitaux qui ne retient pas l'attention des auteurs auxquels nous venons de faire allusion (1).

b) Cependant, nous ne saurions négliger les difficultés spécifiques à l'élaboration de l'analyse de la croissance en économie ouverte. M. BYE en rappelait les principales dans le cours auquel nous nous sommes référés dans ce paragraphe :

- il faut tenir compte de deux groupes de conditions d'équilibre (intérieur-extérieur) (2) ;

- on ne peut plus considérer une économie à un seul produit dès lors que le commerce international fait évoluer les spécialisations (3) ;

- dès lors le modèle d'économie ouverte ne peut se construire à prix fixés ;

- les nations qui commercent entre elles ne sont pas nécessairement dotées de pouvoirs égaux et de structures socio-économiques semblables ;

- la concurrence quasi-parfaite ne peut être stipulée à titre d'hypothèse.

c) Mais, au delà de ces difficultés, c'est à un niveau encore plus radical que se situent les raisons de l'incapacité de ces modèles d'aller au fond des choses. En effet, la "promotion des exportations" répond à des motivations spécifiques que des modèles qui refusent tout rôle déterminant à la répartition des revenus (et donc à la recherche du taux de profit maximum) ne peuvent aborder : l'entrepreneur exporte en effet pour trouver à l'extérieur les débouchés qu'il n'a pas sur place et donc pour réaliser la valeur de sa production, c'est-à-dire sa plus-value ; le recours à l'exportation est la condition pour l'ensemble des entrepreneurs nationaux d'échapper à la tendance à la baisse du taux de profit.

-
- (1) A. LAMFALUSSY abordera cependant une partie de ces problèmes, mais sous un jour particulier dans son ouvrage plus récent : Les marchés financiers en Europe, P.U.F., coll. Sup., 1968.
- (2) La difficulté, comme l'intérêt d'un approfondissement de la recherche dans ce domaine, tiennent à ce que les deux groupes de conditions réagissent sans cesse l'une sur l'autre. Mais on ne peut les étudier sans voir que ces interactions se traduisent toujours par une transformation des structures,
- (3) Qui dit échange, en effet, admet implicitement que la nation A achète un produit donné (au moins) à la nation B et que B vend à A un autre produit (au moins).

Mais par le fait même, cela signifie que les nations -ensemble d'entrepreneurs liés à un Etat- existent, comme le montre fort nettement M. BYE. Nous ne sommes pas dans un monde qui puisse être interprété comme si les plans de tous étaient compatibles : chacun cherche à gagner le plus et les contradictions entre nations (à supposer que l'on puisse faire abstraction des contradictions internes) ne peuvent être éliminées (1). C'est bien entendu toute la structure théorique du modèle qui est en cause.

§ 2 - La croissance équilibrée post-keynésienne, contribution à une théorie générale de la croissance.

La présentation que nous avons faite de l'analyse de la croissance équilibrée post-keynésienne, et la discussion que nous en avons déjà menée à chaque étape de cette présentation (quant aux hypothèses), quant à l'équilibre pris en compte, quant à la répartition et à l'ouverture au commerce extérieur, soulignent sa fécondité en même temps qu'elles en font apparaître les limites. Dire de l'analyse en question qu'elle est féconde ne saurait signifier que tous les problèmes y sont résolus ; c'est seulement dire qu'elle est suggestive pour une meilleure compréhension du capitalisme contemporain, même si c'est au prix d'un dépassement. Nous allons nous situer d'abord au niveau au concept central de toute l'analyse, l'investissement ; nous nous situerons ensuite à celui du fonctionnement du modèle.

A - Les limites tenant au concept retenu d'investissement.

Le rôle de l'investissement est privilégié mais il se dégage de toute l'analyse qu'il est conçu strictement comme un agrégat ($I = R - C$) isolé dans sa définition, opposé en quelque sorte à d'autres agrégats d'une part et dont le rôle est interprété de manière très mécanique par son influence sur ces deux autres agrégats qui sont le revenu et le produit.

1. L'isolement de l'investissement vs. son indispensable liaison avec la consommation.

Nous avons déjà dit que l'analyse keynésienne renoue avec la grande tradition classique qui se situe toujours du côté de la production, et nous en avons fait une hypothèse de base de tout le cours. Il ne s'agit donc pas de revenir à un point de vue opposé, celui de la consommation. Ce serait d'autant plus faux que nous avons souligné, à l'égard même de l'analyse de Harrod que les anticipations des entrepreneurs ne sauraient être considérées comme purement passives et que les entrepreneurs jouent un rôle actif dans la détermination de la consommation. De manière générale, nous pouvons dire que c'est l'état du développement des forces productives qui détermine la structure de consommation à un moment donné : c'est évident pour les travailleurs dont le salaire est déterminé par les besoins élémentaires (autre manière d'exprimer que tous les salaires sont consommés) ; c'est presque aussi évident pour la consommation des capitalistes si l'on tient compte des phénomènes de mode ou de publicité, lesquels sont le pur produit du développement actuel des forces productives.

(1) Cf. F. PERROUX, "Indépendance" de la Nation, op. cit., pp. 21 et ss.

a) Encore que nous ne prétendions pas connaître la totalité de la littérature sur ce point essentiel, la plus brillante des expressions de la position contraire est probablement celle d'Alain COTTA (1), en particulier dans le chapitre VII de sa propre Théorie générale (2). L'ensemble de son analyse mériterait une discussion de détail que nous ne pouvons qu'esquisser ici. Nous relèverions d'abord des points d'accord tout à fait évidents, aussi bien la nécessité de donner sa place dans l'analyse à l'investissement public que la possibilité de considérer l'investissement au même titre que la "consommation productive" d'un bien intermédiaire, ce qui revient à remettre en valeur le concept de capital constant de Marx. Mais l'essentiel n'est pas là. Nous avons déjà vu que Cotta reprochait à l'analyse post-keynésienne d'avoir ramené l'égalité

$$C + E = C + I$$

à la simple égalité :

$$E = I$$

qui élimine le phénomène de la consommation. Sa position est au contraire très tranchée : "L'évolution à long terme de la consommation finale devrait être l'objet essentiel des théories de la croissance" (p. 164, souligné dans le texte) (3).

Cette position est affirmée par l'auteur en même temps que deux autres propositions : "la recherche du profit est évidemment au cœur de la décision d'investissement" (p. 176) (4) ; "La question centrale de la théorie de la croissance demeure donc : pourquoi et comment les individus à qui la délégation du pouvoir de création des actifs de production échoit choisissent-ils d'affecter une proportion donnée des ressources de la collectivité toute entière aux fins de son développement ?" (p. 208). Ces deux propositions ne sont compatibles avec la première qu'à la double condition que la structure de la demande de consommation soit totalement indépendante de l'évolution des forces productives d'une part et d'autre part que des mécanismes (qui ne peuvent être que publics en fonction de la dernière proposition) existent qui permettent de faire coïncider la structure de la production avec la structure préalablement et indépendamment déterminée de la consommation au cas où les décisions prises en fonction du profit maximum ne conduiraient pas spontanément à la structure de production désirée.

-
- (1) Ce point de vue nous a été récemment confirmé par un article de Ph. HERZOG "éléments pour une critique des théories de la croissance" (in Revue Economique, mars 1970, pp. 199-242) en particulier pp. 235 et 236. Une nuance cependant s'impose. Certes dans les modèles néo-classiques "on produit pour la consommation ... la production n'est qu'écran". Nous croyons, en effet, que ce qui est contestable dans le modèle n'est pas que la production n'est qu'écran : elle l'est en effet parce que la réalité de la firme dans le MPC du point de vue de l'entrepreneur n'est pas la production mais la réalisation du profit. La production n'est qu'un écran... mais parce qu'on produit pour le profit.
- (2) Théorie générale du Capital, de la croissance et des fluctuations, op. cit., pp. 159-216.
- (3) Tout le problème de la contestation du MPC pourrait en effet se réaliser à partir de la nécessaire émergence des besoins.
- (4) et nous sommes bien en accord avec lui pour souligner l'importance qu'il y a à préciser "la dépendance de l'investissement et du profit anticipé".

La difficulté de suivre A. COTTA vient de ce qu'il n'apporte ni l'une ni l'autre de ces deux démonstrations. Sur le deuxième point, il admet que les mobiles de l'investissement public sont très divers, et que dans le cas où il existe un secteur privé, "l'investissement public est partiellement commandé par l'investissement privé" (p. 186) ou qu'il concerne "des biens collectifs à usage collectif", ce qui ne signifie pas chez lui des consommations collectives de type éducation, santé (par lesquelles en effet l'investissement public répond bien à des besoins de consommation, mais qui ne sont eux-mêmes le plus souvent (voir les documents de préparation du VI^e Plan) que des réponses indirectes à des besoins de l'appareil productif et ne sauraient donc s'analyser en dehors de lui) mais "les biens intermédiaires, s'il en est, puisqu'ils ne sont jamais soumis à l'épreuve du marché, jamais individuellement appropriés ou usés" (p. 187).

Le premier point nous renvoie au chapitre 2 de son ouvrage "la croissance du capital des ménages" (pp. 11-25). Nous aurions pu y trouver une analyse des besoins et des actions des individus prenant l'initiative de se procurer les revenus nécessaires à la satisfaction de ces besoins. Il n'en est rien. Certes, il insiste à juste titre sur l'importance des biens durables dans la fonction de consommation des ménages et il contribue par là à l'élaboration d'un chapitre oublié quoique essentiel de la théorie de la consommation. Mais les seuils qu'il détermine dans la constitution de ce capital des ménages (pp. 14 et ss.) sont exclusivement liés aux revenus, sans jamais que les revenus recherchés soient liés aux besoins ressentis. Or, il est trop clair que la structure des revenus est le reflet de l'ensemble que constituent les forces productives et les rapports de production ce qui nous rejette de manière décisive dans l'univers de la production.

En effet, il importe ici de nous souvenir de tout ce qui a été acquis dans le chapitre I de la première partie de ce cours quant aux besoins et au progrès. Nous avons clairement établi la distinction entre le développement des forces productives (dimensions, structures, systèmes d'organisation) et le degré de satisfaction croissant des besoins dans leur ordre et leur hiérarchie (progrès). La théorie d'A. COTTA suppose que cette distinction n'existe pas et que c'est ce que nous avons défini comme "progrès" qui devient le moteur de l'histoire du M.P.C., le profit et donc l'investissement qui en découle, coïncidant nécessairement avec lui.

C'est cependant dans cette perspective qu'apparaît la nécessité non pas de substituer le point de vue de la consommation à celui de la production mais, au sein de ce point de vue de la production, et dans le cadre strict du M.P.C. de revenir sur une hypothèse que A. COTTA fait, en même temps que bien d'autres auteurs d'ailleurs, à savoir l'opposition entre ces deux catégories que constituaient la consommation et l'investissement. C'est une erreur grave, nous semble-t-il, d'en faire deux catégories ennemis.

b) Le paradoxe est ici que c'est Harrod lui-même, à qui A. COTTA reproche si facilement d'ignorer la consommation, qui nous introduit sur la voie de la conciliation. Peu nous importe dans la discussion menée au sein de chaque question qu'Harrod n'ait pas été lui-même au bout des conséquences de son rapport de Brissago. Une oeuvre est féconde au moins autant par ce qu'elle suggère implicitement que par ce qu'elle contient explicitement. Il est, en effet, dans le droit fil de ce rapport de distinguer entre une "demande effective privée" qui peut être prise en compte par les "entreprises" (en entendant par là "l'assumption de certains risques ou la coordination de certains facteurs de production... la pure initiative ou le pur exercice d'une volonté" (p. 206) et une "demande effective publique" qui vise à la modification du cadre général dans lequel doit se réaliser le processus de croissance : "Il peut exister des projets propres à accroître le potentiel

de production, dont les risques sont négligeables, et qui cependant ne sont pas exécutés parce que personne n'a la volonté de le faire. Une agence gouvernementale, toujours supposée plus entreprenante que la masse des individus, se charge alors de fournir ce pouvoir de volonté qui est fondamental".

Ce type d'analyse nous permet de progresser par rapport aux idées reçues qui conduisent à préciser les concepts sur lesquels nous raisonnons (consommation, investissement) de manière telle qu'ils cessent de s'opposer de manière aussi catégorique qu'il est habituellement prétendu. La taux de croissance "naturel" nous apparaît d'abord beaucoup moins donné par la Nature qu'à la lecture du modèle de Harrod sous sa formulation habituelle : g_n dépend finalement de décisions publiques aussi bien sur le taux de croissance démographique que sur la nature des facteurs facilitant les innovations technologiques. Le modèle se complique en s'enrichissant.

L'investissement requis ne se définit plus en fonction seulement de g_n et c_v . Nous pouvons augmenter g_n par des investissements appropriés. "L'idée sous-jacente est que si le manque de capital a été un facteur de limitation important, il est possible, en le rendant plus abondant, de fertiliser les autres facteurs de production et d'être à même de porter le taux de croissance à un niveau particulièrement élevé pendant une certaine période. Il se peut que ceci ne soit possible que si des mesures spéciales sont prises par ailleurs pour assurer la disponibilité d'une quantité suffisante de facteurs autres que le capital" (p. 211). Et il est entendu que "le procédé employé pour accélérer la croissance des autres facteurs peut ne produire ses effets que lentement" (p. 205). Autrement dit, I_r doit être redéfini comme l'investissement qu'est susceptible de porter g_n au niveau le plus élevé possible, étant entendu qu'à un moment donné g_n est pratiquement donné, compte tenu des délais d'efficacité dont il vient d'être question.

Nous en tirons deux apports nouveaux :

1. La nécessité de distinguer les horizons pris en considération. A court terme, g_n est quasi-donné et I_r se définit à court terme comme celui qui permet d'établir l'égalité $g = g_n$. Mais si nous acceptons un horizon plus long et prenons en considération l'investissement public, à cet I_r de court terme s'ajoute un niveau supplémentaire d'investissement public requis, celui qui est susceptible de porter g_n au niveau maximum possible dans la longue période. Ceci n'est pas seulement vrai du reste des pays sous-développés et nous rejoignons ici une observation faite par Domar qui s'interrogeait aussi sur la possibilité d'élever le niveau du taux de croissance d'équilibre par des investissements appropriés.

Pour le dire autrement, il apparaît clairement que g_n est fonction des structures économiques, des rapports sociaux de production au sens large qui bloquent le développement des forces productives à un niveau inférieur à ce qu'il pourrait être. Si nous admettons que le volume d'épargne disponible est fonction du développement réalisé des forces productives, il apparaît bien que la tendance à un excès d'épargne est une manifestation des contradictions entre le développement des forces productives et l'état des rapports de production.

2. Nous en tirons alors quelques éclaircissements sur la nature du fameux investissement autonome. Cet investissement public requis fait incontestablement partie de l'investissement autonome et nous retrouvons l'observation de sur les liaisons entre l'investissement autonome et l'investissement induit. Un certain volume d'investissement autonome est nécessaire pour porter l'investissement induit au niveau le plus élevé possible.

Nous retrouvons ici cette tendance fondamentale du capitalisme de résERVER à l'Etat les investissements non rentables, afin de porter au maximum la rentabilité de l'investissement privé (1). Dans un capitalisme capable d'organisation (par "planification" ou par concertation des monopoles peu importe) un calcul peut être fait : le système dispose d'un certain volume d'épargne susceptible d'être transformé en capital (c'est-à-dire devenant capable de profit); il s'agit de porter le taux de profit (sur l'ensemble du capital) au taux le plus élevé possible. Ceci passe par une certaine allocation de capital à des investissements publics, cette dévalorisation d'une partie du capital potentiel ayant pour objectif de contribuer à la valorisation maximale du capital total. Ceci peut expliquer aussi bien l'accent mis dans le V^e Plan sur les "investissements sociaux" que la liaison clairement introduite au moment de la préparation du VI^e Plan entre la volonté d'une industrialisation rapide et les exigences que présente cette industrialisation quant aux infrastructures et aux divers équipements qui la rendent possible. GALBRAITH (2) n'a pas en vain souligné l'incapacité du capitalisme à assurer un développement satisfaisant de ces consommations collectives malgré leur utilité pour le système pris dans son ensemble, faisant apparaître ainsi l'une des contradictions du système (3).

Mais cette liaison entre A et gn nous introduit aussi à une double critique du vocabulaire keynésien. D'une part, l'investissement autonome devient un investissement requis. C'est du reste par là que son niveau peut être considéré à juste titre comme croissant, donnant ainsi un fondement à l'"inclinaison du plancher" car les consommations collectives nécessaires ne cessent de croître avec le développement du système qui fait apparaître des "nécessités" sans cesse accrues. Il n'est pas requis pour les mêmes raisons que l'investissement induit des keynésiens mais si nous allons jusqu'à prendre en considération, avec ce rapport de Harrod, que cet investissement est la condition de la réalisation de l'investissement induit, on se prend à se demander si "l'investissement autonome" n'est pas requis par un type particulier d'anticipation publique pendant que "l'investissement induit" serait celui qui est rendu possible par le premier, au moins autant que par les anticipations privées. A tout le moins, nous devons dire que "l'investissement induit" par les anticipations privées ne sera réalisable efficacement que dans la mesure où ce type spécifique d'investissement "autonome" aura préalablement été réalisé.

(1) Cf. Ch. PALLOIX, Problèmes de la croissance en économie ouverte, op. cit.

(2) L'ère de l'opulence, op. cit.

(3) Cette contradiction nous permettrait de relier certains aspects de la théorie générale des finances publiques (de l'impôt en particulier) à la théorie de la croissance. Outre la nécessité de cette dévalorisation partielle du capital total, afin d'élever son niveau de valorisation total, l'accroissement des dépenses publiques peut aussi s'interpréter dans le cadre de la tendance à l'excès d'épargne sur laquelle Harrod raisonne et que Baran et Sweezy réinterprèteront (cf. infra B) en termes de contradiction entre la génération et l'absorption du surplus. Il est certain que l'on peut comprendre ainsi pourquoi le M.P.C. peut s'accompagner d'un taux croissant de pression fiscale. Mais, l'accroissement de ce taux ne peut se faire sans prélevement sur le volume du profit (c'est un autre problème que de savoir s'il s'effectue aussi sur le revenu salarial qui nous renvoie à la liaison entre taux du salaire et valeur de la force de travail), abaissant ainsi le taux du profit disponible après impôt (et risquant ainsi de réduire le cas échéant le volume de l'accumulation, par réduction du profit accumulable ou du stimulant à l'accumulation). De telle sorte qu'il y a sûrement dans chaque circonstance concrète une sorte de taux de prélevement fiscal d'équilibre. Par cet exemple nouveau, on voit qu'en suivant les lignes mêmes suggérées par les post-keynésiens on peut prendre en considération de nombreux aspects de la réalité économiques apparemment étrangers au modèle simplifié.

D'autre part, il apparaît bien que la distinction entre l'investissement (admettons de continuer à dire autonome) et la consommation, voire l'opposition entre les deux (liée à l'écriture $R = C + I$: tout ce qui est consommé n'est pas investi et vice-versa) a tendance à s'estomper pour ne pas dire à être rigoureusement mise en cause (1). En effet, il apparaît ici que des besoins, tels que ceux d'éducation ou de santé, qui sont incontestablement des besoins de consommation (même s'il s'agit de consommations collectives (2) constituent une nécessité préalable à la réalisation de certains investissements en même temps qu'à l'élévation du niveau général de l'investissement. Opposer consommation à investissement revient donc à nier l'existence de tels phénomènes.

Ceci conduit à deux constatations importantes pour notre objet. D'une part, nous ne pouvons déterminer le niveau possible de l'investissement sans avoir pris en considération ces consommations collectives. Compte tenu d'un volume d'épargne (ou de surplus) donné, nous ne pouvons définir le volume de l'un indépendamment d'une décision sur le volume et la structure des autres (3).

-
- (1) Cf. Y. BAREL, L'industrialisation de l'Afrique de l'Ouest, note polycopiée rédigée à l'occasion d'un colloque organisé à Kenskasa pour l'O.C.D.E. en 1965.
- (2) Cette affirmation mériterait à elle seule un long commentaire car toute une littérature spécialement, mais pas exclusivement américaine, parle de l'éducation et de la santé comme d'un investissement. On voit bien l'image et, si elle est destinée à attirer l'attention de gouvernements trop peu soucieux de ces questions, elle est intéressante et peut-être utile : ces dépenses contribuent bien en effet à accroître la capacité productive d'un peuple. Mais cette image introduit néanmoins une confusion : elle renvoie nécessairement au concept anglo-saxon de "human capital" qui cette fois-ci assimile dans le vocabulaire la force de travail à un capital ce qui n'est pas conforme à la pratique du MPC et qui en plus estompe la radicale distinction du capital et du travail.

Ces dépenses sont bien des dépenses de consommation. Mais elles ne peuvent être alors assimilées à n'importe quelle autre dépense de consommation. Une dépense du type achat d'une chaise ou d'une table n'accroît pas la valeur de la force de travail et la valeur créée par elle, c'est-à-dire n'élève ni qualitativement ni quantitativement le niveau des forces productives. Il en va à l'inverse des dépenses de santé et d'éducation, qui constituent de ce point de vue des "consommations productives" (ce n'est pas un problème sans intérêt que de se demander dans quelle mesure les dépenses d'éducation sont la véritable source d'augmentation de la valeur de la force de travail lorsque celui-ci cesse d'être simple pour devenir de plus en plus complexe).

Elles constituent aussi des "consommations collectives" dans la mesure où elles sont largement déterminées par des décisions collectives en même temps que le niveau culturel et le niveau sanitaire sont la conséquence d'une situation collective plus que de volontés privées s'exprimant sur un marché. Elles ne rentrent cependant pas dans la catégorie des biens collectifs d'A. Cotta dans la mesure où l'éducation et la santé sont en quelque sorte appropriées par les individus.

- (3) Y. BAREL parle de co-détermination de l'une et de l'autre.

D'autre part, nous devons bien considérer que l'élévation du niveau de santé et d'éducation d'une population (1) constitue une élévation de son niveau de vie (2). Dès lors, l'opposition entre élévation du taux d'épargne-investissement et élévation du niveau de vie ne se présente plus sous une forme aussi radicale. Ceci ne signifie pas que nous pouvons augmenter à n'importe quel rythme ni de n'importe quelle façon le niveau de vie d'une population mais il est clair que les contraintes du développement ne se présentent plus sous un jour aussi sombre que dans nombre d'analyses "classiques" et peu efficaces.

Toutes ces questions trouvent une application immédiate dans les pays sous-développés mais non moins dans les pays déjà hautement industrialisés.

La reconnaissance de la nécessité de cette co-détermination est le seul moyen de résoudre un problème constamment soulevé à propos de la planification des pays sous-développés ; une fois distingués selon le langage habituel les "projets" productifs et les "projets sociaux" (ou "improductifs"), on cherche à raffiner dans le plus grand détail apparent sur le calcul sous-jacent aux premiers, pendant que les seconds restent du domaine du subjectif, de l'approche affective quand encore le planificateur n'en fait pas une concession à quelques groupes de pression particulière. Nous n'avons pas le temps d'approfondir ces questions qui font l'objet d'enseignements spécifiques : nous nous contenterons d'exemples allusifs.

Dans le domaine de l'éducation, c'est à tous les niveaux que nous retrouvons sa participation au développement : la formation des ouvriers qualifiés, des techniciens, des cadres à tous les niveaux pour le fonctionnement de toutes les unités industrielles (c'est la condition nécessaire pour échapper aux contraintes du recours à un personnel étranger ; elle doit être assurée à temps, sans pour autant retarder l'entrée en fonctionnement du "projet") ; l'alphabétisation de la population (3) constitue avec la réforme agraire (au sens large, entendons sous quelque forme que ce soit, sauf la remise à des paysans individuels sous-équipés de parcelles insuffisantes) les deux seuls éléments d'une véritable transformation structurelle de l'agriculture traditionnelle.

Dans le domaine de la santé, le retard de l'analyse est encore plus grand que pour l'éducation car les mêmes contraintes de fonctionnement n'apparaissent pas, bien au contraire parfois (4). Pourtant, les modes d'influence des dépenses de santé

-
- (1) Il ne faut bien entendu pas faire de l'éducation et de la santé seulement des moyens du développement. Outre que pour la santé au moins le développement économique est l'un des moyens d'élévation de son niveau, l'une et l'autre sont des objectifs de l'économie : nous l'avons déjà vu.
 - (2) et l'éducation rejaillit aussi sur la santé. Nous sommes obligés d'envisager une procédure par itérations successives.
 - (3) Bien entendu cette alphabétisation se manifeste d'abord par la scolarisation des enfants. Pour les adultes, elle prend plusieurs formes, de l'"animation" aux campagnes d'alphabétisation de masse.
 - (4) En effet, dès que dans des zones arides ou semi-arides, on modifie le régime de l'eau on modifie l'équilibre entre l'homme et son milieu qui peut, si on ne maîtrise pas ces transformations, donner lieu à des évolutions regressives tout à fait catastrophiques (on a vu dans certaines régions la substitution d'un paludisme mortel à un paludisme larvé, l'extension de l'onchocercose et la fuite des populations, la généralisation des bilharzioses, etc...). On ne dira jamais assez que la légèreté des actions dans ce domaine a donné lieu dans ces dernières années à des gaspillages et à des dégradations dont est responsable un type de planification abstraite beaucoup trop répandu.